

## **Réunion régionale des Cash Working Groups de l'Afrique de l'Ouest & du Centre**

**Lieu :** Virtuel et présentiel  
**Date :** 09 mai 2023 (9-11H GMT)  
**Participants :** 58 dont 16 femmes  
**Organisations :** Direction de la Protection Sociale et de l'Économie Solidaire (DNPSES) / Mali, Upddhe Africa ONG, Care Cameroun, MercyCorps, Croix- Rouge France, IFRC, IOM, NRC, Oxfam, PAM, Première-Urgence, Amsterdam MSF, DCA, UNHCR, USAID, NGS Bulgaria, Unicef, ACF Mauritania, CICR.

### **Contexte**

Le 09 mai 2023, s'est tenue en mode virtuel et en présentiel au sein du bureau régional d'OCHA, la rencontre du groupe régional de travail sur les transferts monétaires (Cash Working Group) de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La rencontre s'inscrit dans le cadre du soutien apporté par le CWG régional aux CWGs nationaux de la région avec le soutien financier du Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA/USAID). Cette réunion a été coorganisée avec le bureau régional d'OCHA. Le programme de l'agenda est axé autour d'un tour de table sur les récentes activités des différents CWGs et des présentations suivies de segments de questions et réponses, le tout avec un service d'interprétation simultanée en anglais et en français.

#### **1- Tour de table des différents Cash Working Group nationaux**

Disponible sur l'enregistrement (1mn- 51mn)

- **CWG Burkina Faso**

- Processus de révision/harmonisation du panier de dépenses minimum (MEB), définition du panier de dépenses minimum de survie (SMEB) et du montant du transfert. Le processus d'élaboration et de validation d'un protocole sur le transfert monétaire en collaboration avec le gouvernement à la suite de l'interdiction du cash dans certaines régions est attendu vers la fin de ce mois ;
- Analyse du MEB et du SMEB pour la mise à jour du montant de transfert (tous les clusters leads ont été consultés).  
 Un montant consensuel basé sur le déficit des SMEB des 6 régions les plus touchées a permis de définir 41.000 F CFA comme le montant du transfert monétaire multisectoriel et 200.000F /ménage/an le montant de résilience (versé en deux tranches). Le montant du transfert « Argent contre travail » a été également établi et s'élève à 36.000 F CFA par mois soit 1.800 F CFA par jour, pour une période de 20 jours.

- **CWG Cameroun**

- Atelier d'échange entre les acteurs humanitaires et leurs homologues gouvernementaux sur le thème des Transferts Monétaires Humanitaires au Cameroun. L'objectif de cette rencontre était de faire un point sur les principales recommandations concernant le plan d'action des CWG émises lors de l'atelier tenu en décembre 2022. À l'issue de la rencontre, il a été retenu d'intégrer davantage les acteurs de la protection sociale dans la mise à jour du calcul du panier de dépenses minimum et de la valeur de transfert – de renforcer les partages d'expériences sur les TM – Disponibilité des documents de référence ;
- Mise en place d'outils pour le Suivi conjoint des marchés (commodités alimentaires et non alimentaires) avec le soutien des secteurs et de REACH.

- **CWG République Centrafricaine**

## CASH WORKING GROUP REGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST & DU CENTRE

## REGIONAL CASH WORKING GROUP WESTERN & CENTRAL

- Atelier sur le plan d'action du Groupe Technique Cash (GT Cash) pour 2023 à organiser avec les membres basé sur les objectifs stratégiques du HRP pour la modalité Cash ;
- Atelier sur la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'enquête Baromètre Cash de 2022 de Ground Truth Solutions - enquête de perception des ménages sur les programmes de transfert monétaires pour définir des actions concrètes de suivi pour les partenaires du GT Cash.
- **CWG Mauritania**
  - Élaboration d'un MEB au niveau de camp des réfugiés de Mbéra, dans l'Est du pays (Financé par le HCR) dans un processus participatif et inclusif. Le rapport des parties prenantes est prévu dans ce mois-ci.
- **CWG Mali**
  - Mise en place d'une taskforce pour l'élaboration du MEB mené par le PAM avec l'appui des autres membres du CWG ;
  - Redynamisation du CWG à travers une liste de diffusion disponible sur le lien suivant : <https://reliefweb.int/report/mali/cash-working-group-cwg-republique-du-mali-guide-pour-la-coordinations-des-5ws-au-mali> .
  - Élaboration du Guide pour la coordination des 5ws et présentation au ICCG ;
  - Mise à jour des TDR du CWG.
- **CWG RDC**
  - Une première discussion sur l'actualisation des prix pour ajuster les programmes de transferts monétaires a été entamée vu qu'il n'y a pas eu de mise à jour du MEB durant les deux dernières années ;
  - Formation sur les compétences de base en TM : Le CWG national de la RDC, avec l'appui de ses membres et du CALP, organise 2 sessions de formation sur les compétences de base en transferts monétaires pour le personnel programme à Goma et Bukavu en fin mai et début juin 2023. Une autre session est en cours de planification dans le site de Kalemie.
- **CWG Niger**
  - Mise en place d'un cadre de coordination des TM au sein des structures de coordination existantes dans les 04 principales régions en crise : Diffa, Tahoua, Maradi et Tillabéri ;
  - Appui aux membres du MSCWG pour la préparation de la réponse soudure 2023 via la modalité TMs ;
  - Discussions avec la partie gouvernementale sur le processus d'approbation du MEB au niveau national élaboré par le CWG national. Le montant calculé de 40.000 F CFA n'a pas encore été officialisé par le gouvernement ;
  - Une formation sur les compétences de base en TM est en réflexion.
- **CWG Nigéria**
  - La révision du MEB est en cours (la première version du document de révision du MEB sera partagée avec l'ISCG durant ce mois-ci pour contribution et approbation. En dernière étape, le document sera également partagé avec le HCT pour un accord final) ;
  - Réalisation d'une cartographie des prestataires des services financiers (PSF) afin de comprendre les difficultés rencontrées par les partenaires des TM avec les PSF et l'impact de la pénurie d'argent et de la réglementation de la banque centrale sur les programmes des TM ;
  - Demande d'informations auprès des partenaires pour avoir une estimation du montant du transfert monétaire qui sera alloué lors de la période de soudure afin de prendre les dispositions nécessaires face à la limitation des retraits d'espèces imposée par la banque centrale.

- **CWG Tchad**
  - Développement des SOPs pour les transferts monétaires inscrits lors de la dernière rencontre pays. Une réunion se tiendra dans ce mois-ci pour la mise à jour sur l'état d'avancement de ce travail ;
  - Plaidoyer sur la problématique d'identification des bénéficiaires assistés à travers les transferts monétaires ;
  - Mise à jour de la composante alimentation et moyens d'existence dans le MEB du Tchad, le consensus est de 7.000 F CFA/personne/mois ;
  - Identification des modules de formations spécialisées CALP pour le pays. 03 modules ont été retenus : les outils d'évaluation des marchés, coordination des TM et le lien des TM à la protection sociale ;
  - Mise à jour sur la crise soudanaise : 30.000 personnes enregistrées aux frontières (y compris les réfugiés, les migrants et les retournés. A la date du 07 mai, 27.000 bénéficiaires enregistrés. Pour le moment, la réponse préconisée est l'assistance en nature coordonnée par le HCR.
- **CWG Togo et pays côtiers**
  - **Togo**
    - Discussions en cours pour la détermination d'un MEB et d'une valeur de transfert. L'assistance en nature a enregistré une cohorte initiale de 52.000 bénéficiaires au mois de mars et ces mêmes personnes ont reçu une assistance monétaire au mois d'avril. Les régions concernées sont Sabam et Kara. La valeur de transfert provisoire s'élève à 20.000 F CFA dont 15.000 F CFA du gouvernement et 5.000 F CFA du PAM ;
    - Les TDR des CWG du Togo sont en cours d'élaboration ;
    - La dernière assistance en transferts d'espèces pour cette cohorte de 52.000 est prévue pour le mois de mai. La prochaine assistance bénéficiera une cohorte de 100.000 personnes pour une période de 7 mois (3 mois de cash inconditionnel, 3 mois de cash conditionnel et 1 mois d'assistance en vivres).
  - **Bénin, Ghana, Cote d'Ivoire et Togo :**
    - Évaluations conjointes en cours entre le PAM et les autres agences dans le processus d'ouverture des 4 bureaux pays et de consolidation des personnels ;
    - Processus de redynamisation des CWG dans les pays côtiers.
    - Le PAM a prévu des plans de réponse d'urgence et de résilience pour ces 4 pays.

**2- Transferts monétaires inclusifs – considérer l'inclusion du handicap dans toutes les étapes des programmes de TM humanitaires. Un exemple du Burkina Faso. CBM (Mission chrétienne pour les aveugles)**

Disponible sur l'enregistrement (52mn – 1H37mn)

La première présentation de cette rencontre est une opportunité pour CBM Global Disability Inclusion de s'adresser principalement aux organismes humanitaires afin de les exhorter à une meilleure prise en compte des personnes handicapées dans les programmes de TM. À cet égard, CBM Global examine les impacts des situations d'urgence sur les personnes handicapées et les obstacles liés à l'accès à l'aide financière. Le spectre du handicap est très large et l'on estime que 15 % de la population mondiale vit avec un handicap. Cette couche de la population est souvent marginalisée et la plus impactée durant les crises et conflits. Paradoxalement, ces personnes vivant avec un handicap sont les moins atteints par les services humanitaires. Au-delà du facteur « handicap » de ces personnes, il existe d'autres barrières au niveau environnemental comme institutionnel ou même dans nos comportements et dans nos modes de communications qui

constituent des obstacles à l'accessibilité aux transferts monétaires. Pour des programmes de transferts monétaires plus inclusifs, il est nécessaire de penser au préalable à la modalité la plus accessible pour les personnes handicapées, d'inclure des lignes directrices sur le budget (3 à 5% de plus du budget) et d'ajuster le MEB pour couvrir les frais additionnels (autres considérations disponibles sur les diapositives de présentation). **Dans la mesure du possible, les mécanismes de distribution d'argent doivent permettre aux personnes handicapées d'accéder elles-mêmes à l'argent, de manière autonome et indépendante tout en supprimant les obstacles.**

À travers une étude de cas menée en 2020 à Ouahigouya au Nord du Burkina Faso, CBM Global a évalué **les facilitations à l'accès aux TM inclusifs des personnes vivant avec un handicap**. Pour une meilleure prise en charge du facteur handicap dans les TM, les résultats de cette étude ont révélé trois points principaux qui devraient être inclus dans les TM : la modalité Transferts monétaires surtout le argent mobile, un montant additionnel destiné à couvrir les coûts de vie supplémentaire que requièrent les personnes en handicap et une bonne prise en charge de la part des PSF.

Les principaux obstacles notés à l'accès aux TM et au marché sont liés à l'inaccessibilité / inadéquation des moyens de communication, aux comportements / préjugés de la population et à l'environnement (vols et agressions). Cette présentation a permis des discussions pour la mise en place de TM inclusifs à travers la compréhension des barrières et l'allocation de ressources additionnelles pour les personnes en handicap. D'amples informations sur les méthodologies, les outils et les bonnes pratiques issues des études de CBM sont disponibles sur les liens suivants :

[http://cbm-global.org/wp-content/uploads/2021/08/CBM-Global\\_DisabilityInclusiveCashAssistance.pdf](http://cbm-global.org/wp-content/uploads/2021/08/CBM-Global_DisabilityInclusiveCashAssistance.pdf)

<https://www.edf-feph.org/content/uploads/2023/02/PDF-Summary-of-monitoring-report-Rights-of-persons-with-disabilities-during-the-war-in-Ukraine.pdf>

Ressources additionnelles sur le renforcement des compétences des organisations en matière d'inclusivité : Handicap International/Humanité et Inclusion.

### **3- Transferts monétaires pour la nutrition : projet pilote au Niger. Croix-Rouge française**

Disponible sur l'enregistrement (1H38mn-2H08mn)

La deuxième étude de cas de cette réunion porte sur un projet pilote mené par la Croix-Rouge au Niger dans la région de Zinder afin d'évaluer les effets des TM dans la réduction des impacts des facteurs économiques sur les plus vulnérables. **L'objectif est de lutter et de prévenir la malnutrition infantile en complémentarité des actions usuelles.** Cette étude de type cohorte, déployée durant la période de soudure (juil.-oct. 2022), a mesuré les effets d'une intervention de transfert monétaire sur la prévention de la malnutrition aigüe sévère en sélectionnant autant de sujets exposés/groupe d'intervention et de sujets non-exposés/groupe témoin. Les résultats de cette étude sont axés autour des hypothèses définies au préalable et sont comme suit :

- Observation d'une amélioration plus importante des scores de consommation et de diversité alimentaire pendant l'intervention ;
- Diminution du recours aux stratégies de survie concernant l'alimentation mais sans influence du transfert monétaire par rapport à l'intervention classique ;
- Diminution de la proportion des récidives de malnutrition aigüe par l'intervention de transferts monétaires.

À l'issue de cette présentation, la Croix-Rouge mentionne que des études supplémentaires sur un échantillon plus large seraient nécessaires pour confirmer davantage certains résultats. Le taux élevé **[36,8% dans le groupe d'intervention contre 53,2% dans le groupe témoin en fin**

## CASH WORKING GROUP REGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST & DU CENTRE

## REGIONAL CASH WORKING GROUP WESTERN & CENTRAL

de période] des rechutes de malnutrition aigüe malgré l'intervention a suscité des questions concernant l'efficacité des TM exclusivement pour réduire significativement les risques de récurrences. Il serait recommandable dans les prochaines études d'utiliser des approches de TM combinées avec un suivi médical plus systématique. (Les critères de sélection, méthodologie et limites de l'étude disponibles dans la présentation).

#### 4- Divers

Disponible sur l'enregistrement (2H08mn à la fin)

La réunion de restitution de **l'étude sur l'adaptation des TM dans des conditions d'inflation et de dépréciation monétaires** : Étude de cas du Burkina Faso, est prévue le 24 mai.